

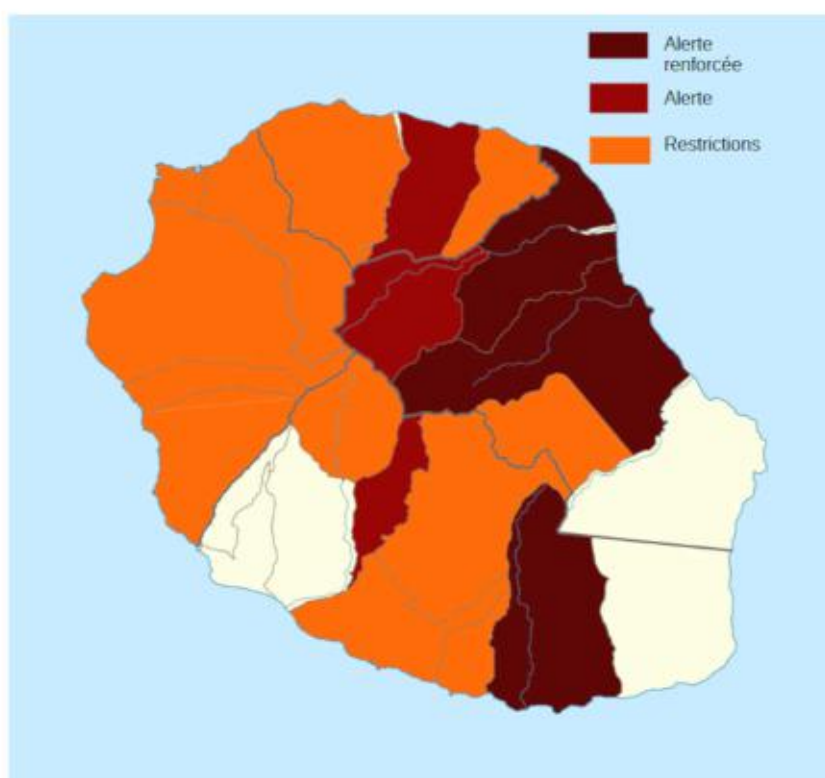
Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 22137 - 82ÈME ANNÉE

180 litres d'eau par jour par personne : droit dans le mur

Crise de l'eau : alerte générale à La Réunion



Le dernier bulletin sur l'état quantitatif de la ressource en eau confirme l'aggravation de la crise hydrique à La Réunion. Les chiffres publiés pour la première quinzaine de juillet sont particulièrement préoccupants : les débits des rivières restent très déficitaires sur une grande partie de l'île et les nappes phréatiques s'épuisent, notamment dans l'Est.

Le constat est d'autant plus inquiétant qu'il touche les territoires qui constituaient traditionnellement le « château d'eau » de La Réunion. Saint-André, Bras-Panon, Saint-Benoît, Salazie ou encore Saint-Joseph, longtemps réputés pour l'abondance de leurs ressources grâce aux pluies apportées par les alizés, sont aujourd'hui parmi les communes les plus concernées par les restrictions d'usage de l'eau. Saint-André, Bras-Panon, Saint-Benoît et Saint-Joseph

sont placés en alerte renforcée, tandis que Salazie est en alerte.

Les mesures effectuées montrent que plusieurs rivières enregistrent leur débit médian le plus faible jamais observé pour cette période de l'année. C'est notamment le cas de la Rivière Saint-Denis, de la Rivière du Mât, de la Rivière des Marsouins et de la Rivière Langevin. Les nappes souterraines de Saint-André et de Saint-Benoît sont également classées en état « très déficitaire ».

Le changement climatique explique en partie cette situation. Les précipitations sont insuffisantes pour reconstituer les réserves et les perspectives météorologiques restent défavorables. Mais le climat n'est pas le seul responsable.

Cette crise révèle aussi les limites d'un modèle de développement qui repose sur une consommation élevée d'eau potable et sur des infrastructures insuffisamment entretenues. Chaque habitant utilise en moyenne près de 180 litres d'eau potable par jour, alors que les besoins vitaux pour boire représentent à peine deux litres. Une eau traitée à grands frais est pourtant utilisée pour évacuer les eaux usées des toilettes, nettoyer les sols, laver les véhicules, arroser les jardins ou remplir les piscines. Dans le même temps, plus de 30 % de cette eau disparaît dans des réseaux percés avant même d'arriver au robinet.

Les restrictions décidées par les autorités sont donc la conséquence d'une double impasse : une ressource fragilisée par le dérèglement climatique et une gestion qui n'a pas anticipé cette évolution. Le

fait que les régions les plus arrosées de l'île soient désormais confrontées à la pénurie montre que La Réunion est entrée dans une nouvelle ère.

Au-delà des appels à économiser l'eau, c'est toute la politique de gestion de cette ressource qui mérite d'être repensée : modernisation des réseaux, réduction des fuites, récupération des eaux de pluie, réutilisation des eaux usées traitées et priorité donnée à l'eau potable pour les seuls usages qui l'exigent. Car lorsque le « château d'eau » de La Réunion commence à s'assécher, c'est l'ensemble du mode de vie des Réunionnais qui est remis en question.

M.M.

« Lo gongon d'soufranss ! » : In kozman pou la rout

Mézami travaye la tèr sa sé kékshoz lé dir pou vréman sirtou si wi ansèrv bann zinstriman tradissonèl. An parmi néna lo sab — gran kouto — lo sèr pèe i apèl ossi fossiye, la pik, la piosh.

La piosh mèm sé lo gongon d'soufranss. Pou fatig aou li fatig vrémankissoi lintèryèr la min avèk bann kal k'i pouss dodan, kissoi dann la tèr dir, kissoi ankòr pou rash bann zèrb.

In tan par laba Sin-Bénoi bann travayèr la tèr téi di : « obliye pa trap out guitar » sa pars kan i kongn dsi la tol sé konmsi li fé « la »-in note la mizik.

Astèr linstriman-la lé pi vanté konm lontan mé demoune i ansèrv touzour é sa i pé éde kréol ingn son manzaye.

A pli dvan sipétadyé.

Justin

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
81^e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail

:journal.temoignages@gmail.com

SITE web : www.temoignages.re

Publicité :journal.temoignages@gmail.com

CPPAP : 0916Y92433

Réaliser en dix ans des progrès qui auraient nécessité un siècle

Intelligence artificielle : un levier pour les pays sous-développés comme La Réunion

La Banque mondiale estime que l'intelligence artificielle peut permettre aux pays en développement de réaliser en dix ans des progrès qui auraient nécessité un siècle. Ce constat interpelle directement La Réunion. Le sous-développement de La Réunion se caractérise par le chômage de masse, une grande pauvreté et une forte dépendance économique, intellectuelle et culturelle, notre pays ne peut rester à l'écart de cette révolution technologique.

Dans son Rapport sur le développement dans le monde 2026, la Banque mondiale voit dans l'intelligence artificielle (IA) une opportunité historique pour les économies en développement. Alors que leur croissance est aujourd'hui la plus faible depuis trente ans, l'IA pourrait devenir un puissant accélérateur de développement, à condition de réunir plusieurs conditions essentielles : l'accès à l'électricité, à Internet, à la formation et à des institutions capables d'accompagner cette transformation.

Importants gains de productivité

Le principal intérêt de l'IA dans les pays en développement n'est pas de remplacer les travailleurs. La Banque mondiale souligne que seuls 4,5 % des emplois y sont fortement menacés par l'automatisation, contre plus de 14 % dans les pays riches. En revanche, près d'un emploi sur six pourrait bénéficier d'importants gains de productivité grâce à ces nouveaux outils.

Les applications sont nombreuses : aide au diagnostic médical, amélioration des rendements agricoles, soutien à l'enseignement, meilleure gestion des catastrophes naturelles, efficacité accrue des services publics ou encore lutte contre la corruption et la fraude fiscale. Pour des territoires où les moyens humains et financiers sont limités, l'IA peut devenir un outil au service du développement.

Pourquoi La Réunion est-elle concernée ?

Cette analyse concerne pleinement La Réunion. Mal-

gré son statut administratif de département français, notre île cumule les caractéristiques d'un pays sous-développé : chômage massif, pauvreté, dépendance aux importations, faiblesse du tissu industriel et retard dans plusieurs secteurs stratégiques. La révolution numérique pourrait contribuer à réduire certains de ces handicaps, à condition qu'elle soit mise au service des besoins de la population.

La Banque mondiale insiste d'ailleurs sur une idée essentielle : il n'est pas nécessaire de disposer de gigantesques centres de données ou de développer les modèles d'IA les plus sophistiqués. Des solutions de petite taille, adaptées aux réalités locales, peuvent déjà transformer l'agriculture, la santé, l'éducation ou les services publics.

Encore faut-il préparer le terrain. Sans investissements dans les infrastructures numériques, la formation des jeunes, la recherche, la production d'électricité et la souveraineté des données, l'IA risque au contraire d'accentuer les inégalités et de renforcer la dépendance vis-à-vis des grandes puissances technologiques.

Outil pour libérer le pays de la pauvreté

Pour La Réunion, la question dépasse donc le simple progrès technique. Elle pose celle du projet de développement. L'intelligence artificielle peut devenir un outil supplémentaire pour construire une économie plus autonome, créatrice d'emplois qualifiés et répondant aux besoins du pays. Mais cela suppose une volonté politique forte et une stratégie réunionnaise de long terme. À défaut, cette nouvelle révolution profitera une fois encore à d'autres, tandis que La Réunion continuera de subir les conséquences de son sous-développement qui pourraient la faire redevenir le pays le plus pauvre d'Afrique.

M.M.

Oté

Bone nouvèl : la météo an kréol dsi in radyo

Mézami, néna inn-dé zour in bone surpriz téi atann bann zékoutèr la promyèr radio nout péi. Apré shak zoinal parlé, la fé la météo... konm dabitid mé so kou issi la done in prévizyon dsi lo tan an kréol rényoné.

A ! biensir lé pa kékshoz fassil mé lo marmaye la fé sa, i fo dir li néna inn bone doz talan é son biltin dsi lo tan lété intéréssan par son éstil épi par la rishèss son langaz. Total ni pé dir sé inn rishèss siplémantèr dann la manyèr ansèrv nout lang promyèr.

Ni pé azout ankor dsi lo mèm radio dopi plizyèr moi néna galman lo kozman gro-momon é sé kékshoz i intéréss demoune pars bann zékoutèr la radio i téléfone épi i di zot poinn-vizé dsi lo kozman in animatris la shoizi é mèm tazantan sé lo piblik k'i propoz.

Toussa lé intéréssan, lé mèm amizan sirtou ké lo radio i akèye bien sak i kominik an franssé konm sak i kominik an kréol.

Astèr mi pé dir azot, pou mwin k'i ékri an kréol dopi dé zané é dé zané dann Témoignages, lé pa fassil tienbo la rout san molir dann la diré. Nout lang i mérite sa bien. Nout pèp i mérite sa bien mé tazantan la fatig i pran aou é ou lé a dmandé si i fo kontinyé osinonsa arété. Wi pé an avoir la foi mé tazantan lo syndrome la paz blansh i monte dsi ou.

Alé ! Bon kouraz sak i fé sa épi bon kontinyassion. Mi panss bann zékoutèr sar o randé-vou.

A bon antandèr salu !

Justin